

LA SERBIE

JOURNAL POLITIQUE HEBDOMADAIRE

Paraissant tous les Lundis

Rédacteur en chef : Dr Lazare MARCOVITCH, professeur à l'Université de Belgrade

RÉDACTION et ADMINISTRATION
99, rue du XXXI Décembre - Genève
Téléphone 14.05

ABONNEMENT } Suisse..... 6 fr. - par an
Autres pays. 8 fr. -

Le discours du trône

A l'occasion de l'ouverture de l'Assemblée Nationale à Belgrade, le Prince Régent Alexandre a prononcé le discours suivant :

Messieurs les Députés,

Au nom de Sa Majesté le roi Pierre, je vous salue vous et tout le peuple que vous représentez aujourd'hui, je salue tous nos frères portant le nom glorieux de Serbes, Croates et Slovènes. Je partage avec vous la joie infinie de voir le jour où pour la première fois dans notre longue vie historique, nous nous sommes élevés jusqu'au bonheur d'entreprendre, en collaboration avec la couronne et le peuple, et groupés en unique Assemblée Nationale, en maîtres indépendants de notre destinée, la noble tâche d'assurer le bien-être à notre belle patrie unifiée, à tous ses fils et à toutes ses filles. Séparés depuis des siècles, mais conservant toujours le souvenir de la Patrie, séparés par la force brutale des empires mondiaux de Rome, de Byzance, de Vienne et de Constantinople, mais ne désespérant jamais, nous avons gardé avec fidélité les saintes traditions de nos ancêtres. Sur la base de cette origine commune, nous avons vécu, pendant des siècles, des jours difficiles et nous avons été exposés à des influences diverses, mais nous avons toujours su garder notre nom, en développant autant que possible nos qualités nationales, et en sachant et en nous rappelant toujours que nous étions des frères, que nous ne faisons qu'un. Le jour où l'ennemi a été vaincu par mon héroïque armée, qui déjà, par sa formation, était le symbole même de notre unité nationale, ainsi que par les brillantes armées de nos alliés ; au moment où le soleil de la justice jetait son éblouissante clarté sur la terre ensanglantée, notre peuple aux trois noms, mais animé d'une seule pensée, d'une seule volonté et d'un seul désir, s'est levé semblable à un géant depuis les Alpes jusqu'aux Balkans.

C'est avec joie et reconnaissance que je nomme ici les interprètes de cette volonté qui furent en même temps les artisans de cette victoire : les représentants du Conseil national et les signataires de l'Assemblée nationale de Volvodina, pour notre peuple de l'ancienne monarchie austro-hongroise ; les représentants de l'Assemblée nationale du Royaume de Serbie et de la Grande assemblée du Royaume du Monténégro. Leurs résolutions ainsi que ma réponse royale ont été acceptées avec enthousiasme par Sarajevo et Belgrade, Zagreb et Novi Sad, Lioubliana et Cettigné, Split et Skoplié.

Mais plus encore que par cet enthousiasme émouvant, notre unanimité s'est manifestée par le calme et la digne attitude de notre peuple depuis le jour où la liberté a commencé à régner jusqu'à aujourd'hui. Ainsi en a-t-il été bien que notre peuple ait encore de dures épreuves à supporter.

En maints endroits, en effet, l'étranger détient des parties de notre territoire à peine libéré. Si la situation devait rester ce qu'elle est, nous n'aurions pas été à la hauteur de ces précieuses victimes tombées sur l'autel de la libération et de l'union. Que soit toujours présent à l'esprit le souvenir de ces saintes victimes ! Qu'il nous suive partout, dans tous nos travaux, nous rappelant que nous avons le devoir de ne pas dévier du droit chemin.

Les siècles passeront, mais, jamais, nous n'arriverons à payer notre dette envers l'armée de nos héros et martyrs tombés pour la défense de la patrie et pour la réalisation de son grand idéal. Grandes et chères nous sont ces victimes ! Gloire et hommage à tous ceux, connus ou inconnus, dont les tombeaux couvrent nos monts et nos vallées, remplissent la profondeur des mers et nos champs de guerre ! Ils serviront d'exemple jusqu'aux derniers de nos enfants. Ils leur apprendront comment on

sert la Patrie et comment on fait pour arriver au premier rang de ceux dont l'humanité garde la mémoire.

De même je conserve gravé dans mon cœur le souvenir reconnaissant de tous les capitaines, officiers et soldats des armées alliées de terre et de mer, venus pour combattre sur notre front d'Orient et qui ont su avec une abnégation admirable, côte à côte avec nous, partager toutes nos souffrances jusqu'à l'heure où nous fut rendue la liberté menacée. Hommage à eux tous ! à l'armée innombrable de nos compagnons de guerre, grands protecteurs de la liberté et de la justice humaine qui ont arraché au péril le droit à la vie indépendante ! Notre reconnaissance va à tous les gouvernements alliés qui, courageusement, sont entrés avec nous dans la lutte gigantesque dont ils sont sortis victorieux.

J'ai toute raison de croire que les mêmes marques de sympathie que les Alliés ont toujours témoignées à mon héroïque armée se manifesteront dans les décisions du Congrès de la Paix envers le peuple et le pays qui ont su faire l'instruction de cette armée et lui donner les qualités dont elle a fait preuve.

Cette fidélité inébranlable par laquelle nous nous sommes distingués dans toutes les autres épreuves et qui nous a permis de résister au doute amer et au désespoir cruel constitue une garantie suffisante du fait que le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes sera toujours à l'Orient, une fois que satisfaction aura été donnée à ses légitimes droits, le gardien de la justice et de la liberté qui sont choses sacrées pour les grands esprits des nations alliées.

Bien qu'unifié, nous n'en resterons pas moins toujours petit à côté de nos grands alliés. Mais nous sommes convaincus qu'on ne prendra pas l'étendue de notre territoire comme mesure de notre droit. C'est dans cette conviction que nous sommes fondés à espérer qu'on ne voudra pas nous imposer ce qui, par erreur et sous la pression des événements, a été décidé à notre insu et relativement à notre sort. Nous ne demandons de sacrifice à personne ; nous ne réclamons que ce qui doit être utile non seulement à nous, mais à tous nos alliés, ce qui doit nous épargner des difficultés à nous aussi bien qu'à d'autres, et de nouvelles épreuves aux générations futures. Nous espérons que nos nobles alliés ne suivront, en ce qui nous concerne, que les principes prescrits, par eux-mêmes pour les décisions du Congrès et proclamés d'avance et publiquement.

Nous ne demandons rien qui soit injuste, parce que nous ne demandons rien qui appartienne en réalité à autrui. Nous voulons que nos frères, ainsi que les autres habitants qui vivent en commun avec eux dans notre maison nationale, décident librement de leur sort.

Messieurs les représentants de la nation ! J'espère que la Représentation nationale contribuera pour sa part à obtenir que les questions de notre avenir soient réglées au grand Congrès favorablement pour notre juste cause. Les tâches qui se dressent devant nous sont nombreuses et difficiles. L'avenir attend de nous que vous prépariez et élaboriez les éléments les plus indispensables à notre nouvel édifice d'Etat, en vous entourant de toutes les précautions, mais aussi sans que vous vous relâchiez dans votre zèle. C'est avec impatience que le pays attend de vous la réparation des torts que lui avait causés l'ennemi, et que vous vous mettiez sans retard à briser les chaînes séculaires maintenues encore chez nous par le système étranger.

J'espère qu'en plein accord parlementaire avec mon gouvernement, vous parviendrez à surmonter victorieusement les grandes difficultés qui se sont présentées dès le début même de notre nouvelle vie d'Etat et nationale. J'espère qu'à cet égard, votre activité sera d'une haute

importance, surtout si cette activité se manifeste féconde dans les travaux qui jusqu'à ce jour ont attendu une telle représentation nationale. Je tiens à insister particulièrement sur ce besoin urgent qu'a le cultivateur, après mille années d'une vie pénible, d'être affranchi des liens qui le font encore dépendant du propriétaire de la terre qu'il laboure, afin de devenir le maître de la motte qu'il arrose de sa sueur. La fraternité qui nous unit, la justice sociale qui doit nous conduire et l'intérêt de l'Etat dont tous nous devons nous occuper, nous imposent de façon absolue de prendre cette décision. De même que le paysan libre et économiquement indépendant du Royaume de Serbie a pu développer sa force sociale, militaire et morale, de même son frère, dans toute l'étendue du Royaume, doit pouvoir dans le bonheur s'établir sur une base inébranlable qui permette à notre Etat d'attendre et de surmonter tout orage et tout événement dans les temps futurs.

Les fruits du développement intérieur de l'Etat qui ont acquis à la Serbie sa juste renommée doivent être de même transportés sur toute l'étendue de l'Etat, grâce à une constitution provisoire que nous aurons à observer, jusqu'à ce que la grande Skoupchtina nationale élabore et établisse la loi fondamentale de notre Royaume. Messieurs les députés ! Mon gouvernement soumettra à votre examen et à votre approbation d'autres projets que les moments actuels nous obligent à présenter, à étudier et à voter pour le relèvement le plus rapide possible du pays, pour son renouvellement et pour le rendre apte à la vie économique et à la culture intellectuelle.

Que la bénédiction divine repose sur vos travaux pour le bien de la patrie et du peuple et pour votre gloire ! Je déclare ouvertes les séances de la Représentation Nationale du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes

Vivent les fidèles et chers Serbes, Croates et Slovènes !

La CONFÉRENCE de PARIS et l'AVEIR

Les déclarations de Tressitch-Pavitchitch

Une circonstance fortuite vient de me permettre de recueillir les déclarations de M. Tressitch-Pavitchitch, personnalité modeste et très intéressante de l'ancien Reichrat, personnalité de premier plan de demain dans le nouveau royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

M. Tressitch-Pavitchitch est, en effet, ce député dalmate qui, alors que l'Autriche-Hongrie était encore puissante, porta coups à l'édifice suranné de la monarchie, en signalant avec indignation dans ses discours, les horreurs du régime austro-bulgare en Serbie et en blâmant la politique germano-autrichienne.

M. Tressitch-Pavitchitch, qui a toute la sensibilité de l'âme slave, perçoit avec une singulière acuité les dangers de la situation présente. Peut-être a-t-il une vision trop pessimiste des choses. Mais sa connaissance parfaite des hommes de sa race et des problèmes balkaniques nous oblige à prêter une attention toute particulière à ses considérations politiques.

M. Tressitch-Pavitchitch exprime tout d'abord la profondeur de son angoisse :

— On pouvait s'attendre, dit-il, à ce que la défaite du féodalisme prussien et la victoire de la démocratie fassent triompher du même coup la liberté et la sincérité de la pensée, et entraînent la condamnation définitive des tortuosités et des équivoques de la diplomatie. L'arrivée au pouvoir d'un Lloyd George autorisait tous les espoirs. Or, que voyons-nous ? Même cet esprit si lucide, libéral et noble semble avoir subi l'influence du milieu. Cet admirable prototype de l'homme moderne, de l'homme d'Etat clairvoyant, qui a eu la force et l'énergie de vaincre en Angleterre les éléments rétrogrades et flegmatiques et, sur le continent, d'abattre l'orgueil allemand, ne paraît plus assez puissant pour annihiler les efforts des éléments réactionnaires et rétrogrades qui tentent actuellement d'empêcher tout progrès dans l'avenir. Et je pense à ce fameux traité de Londres, traité indigne de la France et de l'Angleterre, traité issu de la nécessité et de la crainte des Allemands, marché conclu au prix de la peau d'autrui, que Lloyd George persiste à considérer comme moralement obligatoire pour l'Entente et qui sera fatal à cette Italie que la diplomatie de France et d'Angleterre croit ménager en agissant ainsi. Les illusions impérialistes des nombreux diplomates de la Conférence leur cachent, de leur brouillard,

l'avenir de l'humanité et le soleil providentiel de l'amour humain. Ils envisagent toutes choses du point de vue de la politique nationale, qui conduit à la guerre, à la barbarie et à l'anéantissement, au lieu de s'élever à la hauteur des intérêts cosmopolites, de la *civitas dei* qui, seule, peut assurer la paix et le bien-être à tous. Si ces messieurs ne reviennent pas à temps à la raison, tout finira mal.

M. TRESSITCH-PAVITCHITCH est extrêmement sévère pour la Conférence. Il va même jusqu'à faire une comparaison entre elle et le traité de Brest-Litovsk, qu'il attaque furieusement au Parlement autrichien, le 21 février 1918.

— Je crains surtout, dit-il, que cette Conférence ne prépare une guerre plus terrible que celle que nous venons de terminer, en abandonnant les principes wilsoniens qui sont les postulats d'une évolution progressive de l'humanité, de la justice immanente dans cette évolution. Nous, en effet, qui avons versé proportionnellement le plus de sang pour la cause des Alliés, qui avons vu notre patrie atrocement ravagée, on voudrait nous contraindre d'abandonner à chacun de nos voisins — nous en avons sept ! — des lambeaux de notre chair. Si les Italiens obtiennent tout ce qu'ils demandent, ils rendront impossibles notre existence et notre entrée dans la Société des Nations ; ils nous provoquent à une guerre terrible pour eux et pour nous. La Conférence se montre même généreuse, à nos dépens, envers les Allemands et les Magyars. Ne pouvons-nous pas craindre, en effet, de perdre toute une partie de notre territoire en Carinthie, en Styrie, en Prekodravlié et en Baragna ! Quant à la folie des Roumains, elle va jusqu'à nous réclamer tout le Banat, sous prétexte de réciprocité pour les Roumains de Serbie, dont aucun ne veut savoir quoi que ce soit de la Roumanie. Nos Chopes, qui vivent encore sous la domination bulgare, ne nous seront pas rendus. Et la Grèce elle-même ! Par opportunité politique, nous devons lui abandonner un quart de millions de Slaves et nous laisser rejeter de la mer Egée. Pourtant, elle ne serait pas bien coûteuse ! Il n'y a pas jusqu'aux Albanais qui ne redressent la tête.

Nous risquons de perdre ainsi deux millions de compatriotes, tandis que les Etats étrangers n'auront pas un seul de

leurs conationaux sur divers territoires qu'ils convoient.

Si l'attitude de la conférence nous étonne, celle de la presse française à notre égard ne nous étonne pas moins. Cette presse ouvre toutes grandes ses portes aux ambitions qui nous sont hostiles et reste sourde à nos cris de désespoir. Même le gouvernement français, égaré par l'Italie, paraît glisser dans l'erreur et ceci peut-être encore plus à son détriment qu'au nôtre, comme l'avenir le montrera. Et pourtant la France ne pourrait jamais avoir de frontière plus sûre ni de défense plus efficace que celles qu'elle trouverait dans l'amour et dans l'attachement inébranlable des Slaves du sud et aussi du nord !

Ici, M. Pressitch-Pavitch précise sa pensée de façon saisissante :

— Je suis stupéfait que la conférence ait pu commencer à créer la Société des Nations sans la Russie, qui a fait plus de sacrifices que tous pour sauver l'humanité du péril allemand. Qu'on ne dise pas que la Russie n'a pas de représentants légaux, parce que les Bolchevistes les ont écartés en fait. Qu'on y prenne garde ! La Russie n'est pas morte. Un peuple de cent millions d'hommes ne meurt pas. Elle n'est que malade de la maladie qui lui ont communiqué des agents étrangers. Elle guérira et sera plus forte que jamais. Et, alors, elle demandera des comptes pour les cadeaux que l'on aura fait si légèrement à droite et à gauche avec ses territoires, comme si ceux-ci étaient la propriété d'un défunt qui n'a pas laissé d'héritiers. On a eu plus d'égards même pour l'Allemagne ! Offrir, par exemple, à la Roumanie, qui doit à la Russie sa liberté et son existence un million et demi de Russes, c'est signer l'arrêt de mort de celle-là.

« Lorsque la Russie régénérée, sauvée, puissante de nouveau, verra qu'on a formé artificiellement, avec son bien, de petites nations incapables de vivre, qu'on a remis entre des mains étrangères les Carpathes arrosées de sang russe, qu'on l'a rejetée de la mer Baltique et de la mer Noire, pourrât-on s'étonner que sa politique prenne une orientation nouvelle ? Liée à ses anciens ennemis par l'outrage et les douleurs communes, aura-t-on le droit d'être surpris qu'elle cherche à nouer avec eux d'autres liens ? Et, contre une coalition de l'Allemagne et de la Russie, qui serait en mesure de résister ! Ce ne serait ni le Rhin, ni aucune autre frontière défensive que l'on s'ingénierait à créer qui pourrait, alors, sauver la France de la revanche allemande, et il n'y aurait pas d'allié qui pourrait arriver à temps pour la protéger contre l'invasion de quatre-vingts millions d'êtres fous de rage et n'ayant plus, dans le dos, la menace d'une Russie. La catastrophe de la France serait suivie de celle de l'Angleterre sur mer et dans les colonies.

Voilà la menace qui se montre à moi avec une terrible netteté. La conférence de la paix la voit-elle comme je la vois ? Elle

n'a, selon moi, qu'une seule voie à suivre : interpréter fidèlement les principes wilsoniens et les réaliser intégralement. C'est là qu'est le salut de l'humanité. Que la conférence prenne garde de se laisser égarer par la myopie et la voracité de certains diplomates !

Mais je crains bien que l'évolution de l'humanité ne se fasse que lentement. La Providence qui possède l'éternité est moins pressée que nous. Avant qu'apparaisse l'aurore de la paix éternelle, que soit créé le paradis sur terre, il reste à parcourir de longues et sanglantes routes ».

Ed. BAUTY.

La Conférence de la paix

Huitième lettre

La Conférence de la Paix traverse actuellement la phase la plus critique de ses travaux. Place dans la nécessité de tracer le plus rapidement possible les frontières occidentales et orientales de l'Allemagne et de déterminer, en principe, le caractère et l'importance des obligations des empires centraux dans la question des réparations et des restitutions, le Conseil des Dix hésita d'abord et voulait poursuivre les conversations privées avant d'aborder officiellement et de front ces problèmes ardues dont la solution tarde un peu. Il serait injuste, cependant, de reprocher aux délégués ces lenteurs inévitables dans l'élaboration des préliminaires de paix. Les Commissions et les Sous-Commissions travaillent très activement, en effet, à la préparation du matériel et à l'élaboration du projet de paix pour autant qu'il s'agit des questions d'ordre technique. Les Commissions économiques et financières ont surtout déployé un zèle louable, de sorte qu'une fois les problèmes purement politiques résolus, la Conférence pourra immédiatement procéder au règlement des questions d'ordre économique et financier. Les difficultés qui arrêtent les travaux de la Conférence sont précisément celles qui ont trait aux questions politiques dont le règlement doit précéder tout arrangement économique et financier. Sans parler du problème russe qui est la grande inconnue du problème et que les Alliés n'ont pas su traiter jusqu'à présent avec l'énergie nécessaire, il y a le problème allemand où une question de principe semble diviser les Alliés.

Le Conseil des Dix discutait la semaine passée la question de la frontière orientale de l'Allemagne, en connexion directe avec celle des frontières de la Pologne. La nécessité de doter la Pologne d'un débouché maritime a conduit la commission territoriale polonaise à proposer l'attribution de Danzig à l'Etat polonais, englobant ainsi dans la Pologne des territoires habités par un grand nombre d'Allemands. M. Lloyd George s'est opposé à cette solution qui, à son avis, serait une source nouvelle de conflits permanents entre Allemands et Polonais. Il a suggéré une solution moyenne qui éviterait l'irrédentisme allemand, tout en donnant satisfaction à la demande légitime de la Pologne d'un accès à la Mer Baltique. L'unanimité n'ayant pu être obtenue pour aucune de ces solutions, la décision définitive a dû être ajournée.

Cependant, les commentaires désobligeants de la presse française à l'adresse de M. Lloyd George ont amené un changement profond dans toute la procédure suivie jusqu'à présent par la Conférence. Le correspondant politique du « Times » ayant déclaré que M. Lloyd George avait été très vexé des propos qu'on lui avait attribués, et qu'il avait menacé de transférer toute la Conférence dans un pays neutre, si de tels actes d'indiscré-

tion devaient se répéter, le Conseil des Dix a décidé, pour éviter leur retour, et pour accélérer aussi la marche des travaux, de se transformer en un « Comité des Quatre », composé de MM. Wilson, Lloyd George, Clemenceau et Orlando. Le premier délégué japonais n'insista pas pour faire partie de ce petit Comité. Les Quatre se mirent donc au travail pour résoudre entre eux, préalablement, les questions les plus épineuses et les plus difficiles.

Cette transformation a été bien accueillie du public qui voit dans la nouvelle procédure le moyen le plus propre d'arriver rapidement à la Paix. Le Comité des Quatre ne publie pas, il est vrai, de communiqué, et l'on ne sait rien, ni de ses délibérations, ni de ses décisions. Toutes les informations sont donc de caractère privé et l'on ne doit pas y attacher une grande importance.

La presse se trouve, dès lors, dans une situation pénible. Elle n'est pas à même de suivre les travaux de la Conférence et elle ne peut remplir son rôle essentiel qui est de préparer l'opinion publique du monde entier à accepter, avec confiance et sympathie, les solutions adoptées. Les journalistes accrédités auprès de la Conférence se plaignent avec raison de ce manque de contact qui se fait sentir toujours davantage.

Depuis plus de dix jours, les réceptions de MM. Tardieu et Pichon ont été provisoirement suspendues. Mais M. Balfour continue à recevoir les correspondants britanniques. Il est vrai qu'il les entretient de toutes sortes de choses, sauf des questions à l'ordre du jour.

Ce silence forcé ne pourra pas se prolonger indéfiniment. Le public français commence à devenir nerveux. On l'a constaté, avant-hier, à la Chambre des Députés, dans le débat sur les crédits. M. Pichon a eu à défendre la politique du gouvernement et les travaux de la Conférence, non pas contre les habituelles attaques des socialistes de toutes couleurs, mais contre la critique un peu acerbe de M. Franklin Bouillon, qui, en sa qualité de président de la Commission des Affaires Etrangères, a dit carrément que la Conférence présidée par M. Clemenceau n'avait ni méthode ni action..... M. Franklin Bouillon a insisté sur le fait que c'est au nom de cette Commission qu'il formulait ses griefs contre le Gouvernement et la Conférence. Dans sa réponse, M. Pichon a constaté que le Gouvernement français était obligé, pour le moment, de conserver son attitude actuelle. « Cette attitude changera bientôt, a assuré M. Pichon, parce que, dans quelques jours, le Gouvernement vous apportera le traité des préliminaires de paix. » C'est sur la foi de cette assurance que le Gouvernement a pu se tirer d'affaire avec une majorité respectable.

Nous prenons acte de l'optimisme de M. Pichon, mais nous ne le partageons pas entièrement, parce que, même si toutes les difficultés étaient aplanies, il nous paraît matériellement impossible d'avoir tous les textes nécessaires d'ici à quelques jours. Le public se trompe en s'imaginant que le traité préliminaire de paix sera un document succinct et facile à rédiger. De nombreuses questions que les Alliés doivent résoudre préalablement entre eux, sont examinées par les commissions et les sous-commissions, et il faudra beaucoup de temps pour les mettre toutes au point.

En ce qui concerne notre cause nationale, l'incertitude générale qui règne au sujet des décisions de la Conférence, s'étend aussi à elle. Un incident pourtant a apporté, la semaine dernière, quelque changement dans la pesante atmosphère qui nous enveloppe. C'est la résolution de la délégation italienne de quitter Paris si Fiume n'était pas attribuée à l'Italie. La nouvelle, accueillie dans le public avec une indifférence absolue, a été démentie promptement par les Italiens qui s'étaient évidemment trompés sur l'effet qu'elle devait produire.

Mais en dehors de ce petit incident, nous demeurons dans le doute, non seulement au sujet des décisions ultimes de la Conférence, mais

aussi du délai qui nous sépare d'une décision des Quatre. Pendant un certain temps, on avait l'impression que la Conférence finirait d'abord ses travaux par l'Allemagne et présenterait à l'Allemagne seule ses principales conditions de paix. Ce projet, qui a vivement inquiété les Italiens et dont ils attribuaient la suggestion à nos délégués, a été certainement abandonné, parce qu'il est admis généralement, et la délégation américaine insiste sur ce point-là, que le traité de paix sera collectif, c'est-à-dire qu'il embrassera l'Allemagne et tous ses alliés. Ce qui est certain, c'est que les Quatre ont décidé d'en finir d'abord avec l'Allemagne et de ne pas s'occuper des autres problèmes avant d'avoir résolu celui-ci. Après, ce sera le tour de l'ancienne Autriche-Hongrie, de la Turquie et de la Bulgarie.

La procédure actuelle, sans nous satisfaire, offre cependant des avantages qu'il n'est pas inutile de signaler. D'abord, M. Sonnino ne siège pas dans le Conseil des Quatre, ce qui rend le débat sur la délimitation italo-slave plus libre et plus objectif. Ensuite, les conversations se poursuivent en anglais, entre Wilson, Lloyd George et Clemenceau. M. Orlando, qui se fait traduire la discussion par l'interprète, le capitaine Mantoux, se trouve ainsi dans un milieu où seuls portent les arguments valables. De ces arguments, l'Italie en a très peu, ce qui fait que tout espoir n'est pas encore perdu pour nous.

Malgré la situation difficile, nous pouvons donc toujours compter sur l'esprit de justice de nos grands alliés.

POLITICUS

Une légation de Suisse à Belgrade

La reconnaissance formelle de notre Royaume uni par le Conseil fédéral, a mis à l'ordre du jour la question de l'installation d'une mission diplomatique suisse à Belgrade. On sait que le gouvernement royal serbe avait nommé, déjà en 1916, un ministre à Berne, mais le gouvernement fédéral, par suite de la situation difficile dans laquelle le Royaume de Serbie s'est trouvé jusqu'en novembre 1918, n'avait pas répondu par l'envoi d'une mission suisse en Serbie. Aujourd'hui, les circonstances sont bien changées et le nouveau Royaume des Serbes, Croates et Slovènes accueillera avec la plus grande satisfaction la nouvelle que le Conseil fédéral a pris une décision au sujet de la représentation diplomatique de la Suisse dans notre pays.

On nous assure que le Conseil fédéral a reconnu qu'il était anormal que la Suisse ne possédât aucun représentant dans un pays avec lequel, indépendamment des rapports d'amitié, elle pourra nouer des relations économiques très avantageuses. On nous cite même divers noms qui seraient pris en considération pour le poste de ministre plénipotentiaire suisse à Belgrade. Nous désirons tous que le choix porte sur une des personnalités qui se sont acquis déjà notre reconnaissance et notre sympathie pour leur activité politique ou philanthropique pendant la période difficile de notre exil. Nous nous excusons auprès de nos amis suisses en prenant cette liberté. Notre désir ne nous est dicté que par celui de voir au plus tôt un de nos nombreux amis suisses maintenir le contact établi déjà entre nos deux pays dans les heures tragiques que nous venons heureusement de traverser.

FEUILLETON

RÉSUMÉ des opérations de la bataille du Vardar (Septembre 1918)

(Suite.)

La 17^{me} D. I. C. s'empare, à 13 h. 15, de la ligne de tranchées Gola-Kravicki-Kamen. Son aile gauche était orientée vers la ligne Kravicki-Kamen-Obla-Cuka et Borova Cuka. L'ennemi a été renforcé du 53^e Régiment complet, qui lance trois contre-attaques sur le front de cette Division.

Le commandant de la Division se voit obligé de retirer en arrière ses lignes avancées et d'envoyer toutes ses réserves, à la suite de quoi le G. Q. G. serbe ordonne au voïvode commandant la 2^e Armée d'appuyer par sa Division de 2^e ligne, la 17^e D. I. C., et de l'aider dans l'accomplissement de sa mission. Ceci est fait sans délai. L'ennemi est repoussé et la Division atteint ses objectifs.

La 122^{me} Division poursuit son avance et prend pied sur la cote 1765, tandis que le sommet du Soko reste toujours occupé par l'ennemi qui l'avait particulièrement bien fortifié, en y construisant des abris dans le roc.

L'artillerie d'armée a tenu toute la journée sous son feu les batteries ennemies en action. Trois batteries de 155 ont agi périodiquement sur la région du Kosiak, les communications de l'ennemi dans la vallée du Poroy, et entre le Kosiak, la Kravica et le Poroy.

En plus du renforcement apporté par le 53^e régiment, dont la présence a été constatée pour la première fois par l'interrogatoire des prisonniers, l'aviation a révélé le mouvement d'un bataillon ennemi de Rosden vers Alsar. Les observateurs aériens n'ont pas

découvert d'autres renforts jusqu'ici, mais le Commandant du 1^{er} groupement de Divisions informe qu'une colonne ennemie de 12 compagnies est en marche vers l'ouest, par la Crête, près de la Dudica.

Pendant la nuit du 15 au 16 septembre, la tête de la Division Cboumadia est face au Pojate et au Schlem, et son gros se tient sur la ligne Slanovo-Uvo-Gola-Rudina. Les autres divisions ont également passé la nuit sur les positions conquises, diminuant leur activité. A 21 heures, la 17^{me} D. I. C. prend pied sur le sommet du Soko et atteint ainsi ses objectifs de la journée.

L'artillerie d'armée entretient le tir de harcèlement sur la région du Kosiak, les lignes de communication, Chlem-Poroy-Gola-Bilo-Poroy et sur le reste du réseau routier. Elle bombarde aussi les campements ennemis connus.

Le G. Q. G. serbe attire l'attention du Voïvode commandant la 2^e armée sur l'utilité qu'il y aurait à continuer l'avance pendant la nuit, afin de ne pas perdre le contact avec l'ennemi.

Devant la 2^e armée serbe, avant le déclanchement de l'attaque, le 53^{me} et le 16^{me} régiments bulgares sont venus en ligne au dire des prisonniers.

A la 1^{re} armée, après la préparation d'artillerie qui a lieu en même temps que celle de la 2^e armée, la droite de la Division de la Drina attaque le Soko et le col à 5 h. 30 ; à 6 h. 18, l'aile droite réussit à se porter avec une compagnie sur le piton de droite et, avec quelques fractions, à s'installer au pied du piton gauche et dans la dépression à l'ouest. Mais cette compagnie et la gauche de la 122^{me} D. I. doivent céder devant le feu d'artillerie ennemi. En général, la droite de cette division n'a pas réalisé un succès notable et le commandant de cette colonne reçoit l'ordre de poursuivre son action en liaison avec la gauche de la 122^{me} D. I.

Les patrouilles de la Division du Danube ont constaté que la préparation d'artillerie a eu pour résultat une destruction suffisante des obstacles. L'action de l'artillerie se poursuit conformément aux directions avec des déplacements de tir sur l'arrière immédiat de l'ennemi. L'artillerie ennemie réagit ici aussi, sur quelques parties du front de la division ; de 11 h. à 15 h. la

préparation se poursuit en attendant que la 2^e armée ait achevé son rôle.

A 15 h., le général commandant la 1^{re} armée entreprend l'attaque du front dont les résultats sont les suivants :

Deux compagnies de la Division du Danube réussissent à prendre pied sur le G. (?) et le mamelon isolé, mais étant donné que la cote 1338 et la Rovoska Gosa demeurent toujours entre les mains de l'ennemi, et en raison aussi des difficultés du terrain et de l'intensité du feu adverse, ces compagnies doivent regagner leurs tranchées.

L'infanterie de la Division de la Drina s'est approchée, à 17 h., des positions ennemies, sur la partie du front Soko-Gradesnika, mais est arrêtée ici par un feu de mitrailleuses excessivement violent venant de la Veza et de la crête du Soko. Sur la partie comprise entre le col de Gradesnika et la Rovoska Gosa, les premières vagues abordent les tranchées de l'ennemi.

Les divisions ont reçu l'ordre de continuer l'attaque pendant la nuit et de s'emparer de la première ligne ennemie. La manœuvre réussit complètement et la droite de la division de droite s'empare du Soko, au même moment que la 122^{me} D. I. Le succès s'étend du Soko à la cote 1338, de sorte qu'à 5 h. 30 toute la première position de l'ennemi est tombée, mais l'action de sa gauche a été gênée par un feu violent d'artillerie. Le centre et l'aile droite continuent à pousser sur la Lesnicka.

Aux armées alliées à droite, à gauche des armées serbes, la journée est marquée par une forte action d'artillerie. L'attaque d'infanterie entreprise dans la région de Zborsko a réussi et nous a valu la possession de cette localité.

Les forces que la première armée a eues devant elle au cours de la journée sont les mêmes que pendant la période antérieure. L'ennemi n'a pas renforcé ce front par des troupes fraîches.

Les aviations serbes et alliées se sont montrées actives, malgré les conditions atmosphériques défavorables, effectuant des reconnaissances des lignes ennemies, de ses arrières aussi, entretenant la liaison avec notre infanterie, attaquant à la mitrailleuse l'infanterie ennemie en combat, bombardant les convois en retraite

LES Revendications territoriales sudslaves

Conférence de M. Smolaka

M. Smolaka, député de Spalato et membre de notre mission au Congrès de la Paix, a fait, le 11 mars, une conférence très intéressante et très instructive sur les revendications territoriales sudslaves.

Après avoir rappelé l'union réalisée de tous les Sudslaves en un royaume des Serbes, Croates et Slovènes, et exposé en quelques mots son opinion sur la façon dont cette union s'est effectuée — opinion purement personnelle et très discutable — M. Smolaka a immédiatement passé au véritable sujet de sa conférence qu'il a traité avec la compétence et l'autorité d'un homme politique de talent. Nous reproduisons ici quelques-uns des arguments de M. Smolaka dont la modération et l'esprit de conciliation seront grandement appréciés par tous les gens objectifs.

L'Italie et la Roumanie, a déclaré M. Smolaka, appuient leurs revendications territoriales sur deux traités secrets conclus à Londres en 1915 et 1916, sans l'adhésion de la Serbie, sans même qu'elle fût avertie! Par ces traités, des tiers qui n'avaient ni qualité ni mandat pour agir de la sorte, livrèrent respectivement à l'Italie et à la Roumanie 700.000 Yougoslaves d'une part et 300.000 de l'autre, procédé qui est en contradiction flagrante avec les principes proclamés par le président de la grande République américaine et acceptés par les Alliés.

Tous les arguments de nature historique, géographique et stratégique, mis en avant par les Italiens et les Roumains pour justifier leurs projets d'annexion prévus par ces traités et concernant des régions purement yougoslaves (telles que la Dalmatie, l'Istrie centrale et orientale, la région du nord de Goritza et le Banat oriental) ne prouvent qu'une chose, c'est que les parties contractantes elles-mêmes, doutant de la valeur morale de traités conclus à notre insu — et à nos dépens — s'efforcent de donner à leurs prétentions une apparence de raison. Dans quelles mesures ont-ils pu y réussir, nous laissons le soin d'en décider aux juges impartiaux.

Voici, par exemple, la thèse roumaine de l'unité géographique et économique du Banat, partant de son indivisibilité dont les Roumains déduisent leur droit exclusif d'annexion. Ne rappelle-t-elle pas de manière frappante l'argumentation des Magyars sur l'unité et l'indivisibilité de la Hongrie, par laquelle ils combattent les justes aspirations roumaines en Transylvanie et en Hongrie orientale? C'est la théorie barbare qui veut lier les hommes à la glèbe et à laquelle nous opposons l'idée démocratique que la terre doit être au service des hommes, qui dépendent eux, avant tout, de leur libre arbitre.

Quant aux raisons stratégiques qu'invoque l'Italie pour arriver à l'annexion de vastes territoires peuplés exclusivement ou en grande majorité de Slovènes et de Croates, elles ne peuvent pas l'être en bonne justice contre un voisin qui ne lui a jamais donné un seul motif d'appréhension. Au cours des quatorze siècles de leur histoire, les Yougoslaves n'ont jamais entrepris contre l'Italie une seule guerre de conquête, soit par terre, soit par mer. De tous les peuples qui entourent l'Italie — Allemands, Français, Espagnols, Arabes, Grecs et Yougoslaves — ils sont les seuls qui n'y aient jamais exercé la moindre domination. La Yougoslavie, d'une étendue

moindre que l'Italie et trois fois moins peuplée, devra défendre sa nouvelle existence sur une frontière faisant face à sept nations, l'Italie, l'Autriche allemande, la Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie, la Grèce et l'Albanie. Avec une situation aussi défavorable et unique parmi toutes les nations alliées, c'est vraiment une ironie que de venir parler d'un danger pour l'Italie et de la nécessité de frontières stratégiques allant jusqu'aux limites fixées par le traité de Londres. L'Italie officielle qui se cramponne aujourd'hui à ce pacte secret et injuste, a admis expressément que ces frontières ne lui paraissaient pas nécessaires, lorsqu'elle demanda à l'Autriche, avant son entrée en guerre aux côtés des Alliés, une rectification de frontières allant beaucoup moins à l'est que celles auxquelles elle prétend maintenant.

Entre l'Italie et la Yougoslavie, il ne peut y avoir qu'une seule cause de conflit dans l'avenir. Cette cause existera si l'Italie persiste à vouloir dominer, malgré la volonté de la population, sur des régions purement yougoslaves. Eliminons cet unique motif d'une guerre future et point ne sera besoin de frontières stratégiques! Les frontières ethniques nous défendent mieux que ne pourrait le faire un Himalaya. Ceux qui voudraient nous imposer les frontières iniques du traité de Londres travaillent à la guerre qu'ils disent à tout prix vouloir éviter à leur patrie.

En proposant un règlement de la question de nos frontières avec l'Italie et la Roumanie sur la base des nationalités et selon le libre vœu des populations intéressées, nous croyons servir les intérêts de tous les peuples alliés ainsi que les hauts idéals de la fraternité mondiale et de la paix universelle.

Malgré des exagérations momentanées, vu l'état d'esprit des deux camps adverses, nous n'en persistons pas moins à réclamer une solution amicale qui, en première ligne, respecterait le désir des populations intéressées, qu'il s'agisse de Goritza ou de Verchats, de Trieste ou de Temesvar, du Quarnero ou du Torontal. Et en ce qui concerne spécialement l'Italie, nous sommes d'accord qu'on doit tenir un juste compte aussi des intérêts vitaux réciproques, tant dans les golfes de Trieste et de Fiume, conformément à l'esprit d'équité et d'amitié du pacte de Rome, auquel, malgré tout, notre opinion publique est restée fidèle.

Pour atteindre notre but, nous faisons appel au puissant appui de l'opinion publique française. Et que l'on nous entende bien: nous ne demandons pas à nos amis Français, qui en leur qualité de Celtes, sont aussi un peu nos cousins, de prendre notre parti contre celui de leur sœur latine, mais, au contraire, de l'aider ainsi que nous-mêmes à arriver à une entente qui est une des conditions nécessaires de la sécurité du monde.

Pour barrer à l'impérialisme germanique qui renait déjà, la route de Constantinople et de Bagdad, la Yougoslavie doit tendre la main droite à la Roumanie, par-dessus la Porte de Fer, et la main gauche à l'Italie: par-dessus les Alpes; en serrant fortement ces mains amies, elle sera, avec ses deux voisines la protectrice vigilante de la démo-

cratie de l'Europe destinée à sauvegarder la liberté mondiale.

Dans l'entente cordiale qui doit s'établir entre Slaves et Latins, nous désirons que la place d'honneur soit à jamais réservée à cette noble et généreuse France qui fut toujours l'aide et l'espoir des Slaves et qu'aucune autre nation au monde n'entoure d'un amour aussi profond et reconnaissant que le leur.

Déclaration de la Conférence politique russe

A Monsieur le Président
de la Conférence de la Paix.

La situation qui règne en Russie a posé sous une forme aiguë le problème des nationalités allogènes. En contact avec les parties de la Russie sur lesquelles s'exerce la domination bolchéviste, ces nationalités doivent, dans la plupart des cas, faire elles-mêmes une guerre en règle aux armées rouges. Cet état de choses accentue leur orientation vers une complète indépendance qu'elles cherchent à réaliser au nom du « droit à disposer d'elles-mêmes ».

La Russie issue de la révolution et qui a rompu définitivement avec les tendances centralistes de l'ancien régime, est largement disposée à satisfaire le désir légitime qu'ont ces nationalités d'organiser leur vie nationale. La Russie nouvelle ne conçoit sa reconstruction que par la libre coexistence de peuples qui la constituent sur les principes de l'autonomie et du fédéralisme, ou même — dans certains cas, et dans des conditions mutuellement consenties — sur la base de leur indépendance. Dans les circonstances actuelles, alors que le triomphe passager des forces destructives interrompt le cours naturel de cette réorganisation du pays, la démocratie nationale de la Russie suit avec un vif intérêt les efforts de ces nationalités pour rétablir méthodiquement des conditions d'existence normale et lutter contre l'anarchie, car elle voit en elles un élément de la victoire de la démocratie et de la civilisation.

Toutefois, ces aspirations nationales, qui cherchent leur forme définitive, rencontrent un obstacle passager dans la crise que traverse la Russie. Naturellement, les questions liées à l'organisation des nationalités, ne peuvent être tranchées en droit sans l'acquiescement du peuple russe. D'autre part, on ne saurait pas tenir compte des intérêts nombreux et complexes — de défense nationale, économiques et financiers — qui unissent par un lien réciproque la vie du peuple russe et des nationalités habitant le territoire de la Russie. Résoudre ces questions sans la Russie, serait en contradiction organique avec le but que se proposent les Alliés: fonder une paix solide sur la confiance et l'esprit d'amitié mutuels des peuples.

Désireux de trouver une solution pratique qui assure la protection des intérêts essentiels du peuple russe donnant également satisfaction aux efforts des nationalités — efforts qu'il suit avec sympathie — et qui, tout en offrant un moyen pratique de sortir de la situation actuelle, apporte en même temps une preuve réelle du nouvel esprit de la Russie, les soussignés, au nom de la Conférence politique russe, proposent à la Conférence de la Paix d'adopter la motion suivante:

I. « Les Puissances reconnaissent que: a) toutes les questions concernant les territoires de l'Empire Russe dans les limites de 1914, à l'exception de la Pologne ethnographique; b) de même que les questions relatives au statut futur des nationalités incluses dans ces limites, ne peuvent être résolues en dehors et sans le consentement du peuple russe. Aucune solution définitive ne saurait, par conséquent, intervenir à ce sujet tant que le peuple russe ne sera pas en état de manifester librement sa volonté et de participer au règlement de ces questions. II. « Désireuses, d'autre part, de seconder les efforts des nationalités pour organiser leur vie nationale et la préserver de la décomposition anarchique, les puissances décident de leur appliquer, en attendant le règlement définitif, un régime provisoire qui réponde aux nécessités actuelles et, en premier lieu, aux besoins économiques, financiers, militaires des populations intéressées. A cet effet, Elles sont disposées à con-

sidérer comme pouvoir de fait les autorités constituées par ces nationalités, en tant qu'elles s'inspirent des principes démocratiques et jouissent de l'appui des populations, et sont, en conséquence, prêtes à donner leur concours aux populations en vue de leur organisation politique et économique. »

Si les Puissances prenaient cette décision, elle aurait pour résultat pratique d'introduire de l'aide et de la clarté dans la recherche des solutions immédiatement nécessaires, et de créer un terrain propice pour la coopération entre les forces qui cherchent à grouper en Russie leur action pour une œuvre commune de défense contre la décomposition anarchique. Ainsi l'Europe orientale en proie à l'anarchie, connaîtrait plus tôt le retour à un état de choses normal.

Signé: S. Sazonoff, Prince Lvoff,
N. Tchaitkovsky, W. Maklakoff.
(Cause commune, 20 mars.)

Une étrange campagne

Du côté italien, on ne se contente pas de répandre dans le monde des nouvelles au sujet de désordres, de révolutions qui éclateraient tous les jours dans notre pays; on nous jette à la face des offenses graves. Une dépêche datée de Rome dit que les manifestations croates contre les Italiens sont organisées et payées par les Serbes. C'est bien une nouveauté que nous servent la les Italiens. ! Jusqu'à hier, c'étaient les Croates qui étaient les barbares ennemis des Italiens civilisés, tandis que les Serbes passaient pour tolérables. L'intrigue ourdie dans le but de nous séparer, à l'instar de l'Autriche de jadis, n'ayant pas réussi, les Italiens changent de méthode. Ils s'attaquent aux Serbes tout en ravalant les Croates au niveau d'une populace inconsciente et d'un esprit mercenaire. Cette campagne est bien triste et indigne des fils de Mazzini et de Garibaldi. Ou bien, ces Italiens nouveaux croient-ils, par hasard, que la liberté soit un bienfait réservé à eux seuls, et dont les Slaves ne doivent pas jouir ?

Les Italiens s'intéressent outre mesure à notre situation intérieure et y font des études au microscope. Ils perdent leur temps, l'Europe ayant eu toutes facilités de juger de notre capacité d'organisation. Mais, en criant si fort contre nous, les Italiens n'ont-ils pas peut-être un autre but? N'est-ce pas une campagne dirigée au-dehors, pour dissimuler ce qui se passe en Italie même ?

Il semble, en effet, que l'Italie, qui se vante de posséder l'élixir du bonheur pour les autres, ferait mieux de chercher à rendre heureux son propre peuple, qui a pris une attitude beaucoup plus menaçante que la nôtre. Et il serait peut-être plus intéressant pour le monde que les agences italiennes mettent un peu plus de zèle à donner des éclaircissements sur la situation intérieure en Italie, au lieu de répandre tant de fausses nouvelles à notre préjudice.

La campagne italienne nous rappelle un conte de Tolstoï. Satan aborde un jour un pauvre paysan auquel il promit de lui donner autant de terres qu'il pourrait en parcourir de l'aube jusqu'au couchant. La tentation était forte, le paysan se mit à courir. Dans son désir d'englober le plus de terres possible, il oublia la mesure de ses forces. De retour à son point de départ, il s'affaissa, inanimé. Satan, le voyant mort, dit: « Pourtant, un espace de terre de la longueur de ton corps t'aurait suffi ».

et s'acquittant de ses diverses missions de la manière la plus satisfaisante. En outre, elles ont bombardé la gare et le camp de Graevsko. Le fait que deux de nos avions ont été obligés d'atterrir à la suite de dégâts au mécanisme et des blessures des pilotes causées par des balles de fusils et de mitrailleuses, et que plusieurs appareils sont rentrés criblés témoignent suffisamment de l'esprit de sacrifice dont nos aviateurs ont fait preuve.

On peut donc résumer dans ses grandes lignes comme suit l'action de cette journée:

Les deux divisions françaises, la 17^{me} D. I. C. et la 122^{me} D. I. chargées de la mission capitale, la rupture du front, s'en sont acquittées avec succès, mais avec un grand retard. Au lieu de s'emparer de toute la première ligne dans toute sa profondeur, en trois ou quatre heures, elles n'y sont arrivées qu'à la fin de la journée. La 17^{me} D. I. C. n'a atteint ses objectifs qu'après l'intervention de la Division Choumadia et de deux divisions serbes de deuxième ligne.

Par contre, le rôle de la Division Choumadia qui n'était que relativement secondaire, est devenu décisif, parce que non seulement elle a rempli sa mission, mais qu'elle a permis à la 17^{me} D. I. C., par son action sur l'Obla Kuka, la Borova Kuka et le Kravicki Kamen, de s'acquitter de la sienne, dont le succès a été compromis par suite d'une contre-attaque ennemie. La 1^{re} armée ne possédant pas de forces suffisantes pour entreprendre la rupture, a remis son action à la nuit et l'a exécutée avec plein succès.

Par conséquent, 24 h. après le déclenchement de l'attaque d'infanterie, la 1^{re} ligne ennemie est tombée entièrement entre nos mains dans toute sa profondeur, excepté une petite partie à l'aile gauche de la 1^{re} armée.

Le point le plus important de la 2^{me} ligne ennemie, le Kosiak, que nous nous étions proposé de prendre le même jour, n'a pu être occupé. Ce retard s'explique par le fait que les deux divisions françaises de rupture ont mis beaucoup plus de temps à occuper la première position ennemie qu'il n'avait été prévu. C'est pourquoi les deux divisions de 2^{me} ligne (Timok et yougo-

slave) n'ont pu exécuter la manœuvre de dépassement des lignes dans la matinée, comme il avait été prévu, mais seulement en fin de journée. Il en est résulté que le Kosiak, au lieu d'être attaqué le même jour, ne l'a été que le jour suivant.

Le bulletin que nous avons fait ce jour-là a été considérable. Le nombre total des prisonniers dépasse 3000 et celui des canons capturés 33. En réalité, ces chiffres sont certainement au-dessous de la réalité, car de nombreux canons précipités dans les ravins par les Bulgares n'ont pas été retrouvés.

Nos pertes ont été les suivantes: la 17^{me} D. I. C. 1200 hommes, hors de combat; la 122^{me} D. I. environ 500; Division Choumadia, Division Drina 200. Pertes peu considérables ailleurs.

(16 septembre 1918)

2^{me} armée. — La 17^{me} D. I. C. et la 122^{me} D. I. sont restées sur les positions conquises. La mission principale de cette journée échoit à la division yougoslave chargée d'enlever le Kosiak, point le plus important de la 2^{me} ligne ennemie. La Division du Timok est dirigée, par le ravin très difficilement franchissable du Poroy, sur le Topolatz.

La division yougoslave qui s'est approchée déjà pendant la nuit du Kosiak, réussit à conquérir avec sa gauche, au prix de forts combats, la cote 1810 et à installer, vers 11 h., quelques éléments de sa aroite sur la cote 1825.

L'ennemi, comme nous nous y attendions, comprend toute l'importance de la position du Kosiak et envoie de tous côtés des renforts sur ce point stratégique essentiel.

Dans le courant de l'après-midi, il emploie ses renforts (le 35^{me} et le 81^{me} régiment bulgares), à diriger quelques contre-attaques sur le Kosiak et réussit un instant à reprendre la cote 1810. Mais un assaut vigoureux de la division yougoslave l'en chasse de nouveau et nous restons définitivement maîtres du Kosiak.

1^{re} armée. — Après la rupture, les divisions de cette armée continuent leur avance à toute vitesse. Vers 10 h., la division de la Drina a passé la Gradensnica et entame sa marche vers la Gradensnica Kosa. La retraite de l'ennemi qui se replie devant ces

unités est désordonnée et entraîne l'abandon de beaucoup de matériel et de blessés.

À l'aile gauche de la division du Danube, l'ennemi oppose une résistance opiniâtre dans le but de protéger sa retraite sur Razim-Bey.

La division de la Morava est en marche vers Kuckov-Kamen et se déploie en direction des contreforts du Kosiak, se plaçant à la droite de la 1^{re} armée, c'est-à-dire entre la division yougoslave et la division de la Drina. Elle s'y arrête.

La 1^{re} armée en général a fourni des efforts exceptionnels sur un terrain particulièrement difficile, triomphant d'une forte résistance de l'ennemi sur des lignes successives bien fortifiées. Elle a avancé de 15 km. en profondeur.

La D. C. rattachée à la première armée a avancé, serrant au plus près sur l'infanterie, attendant le moment propice pour intervenir.

L'aviation a été encore très active. Elle a agi surtout dans les environs du pont de Razim-Bey où les routes étaient obstruées par les convois que nos avions attaquaient à la mitrailleuse et bombardaient. Elle a donné des renseignements précieux sur les mouvements de l'ennemi et a établi qu'il se retranchait en hâte sur le Kuckov-Kamen et que trois batteries ennemies se dirigeaient de Polciste sur le Kosiak. Un pilote a été blessé d'un coup de fusil.

Au début de l'attaque, l'ennemi a disposé sur ses positions des régiments qui les tenaient auparavant, ce qui a été confirmé par des prisonniers provenant des 28^{me}, 44^{me}, 43^{me} et 21^{me} régiments; mais on fit dans la journée des prisonniers du 81^{me} régiment et on constata que ce régiment était en partie sur le front de la 1^{re} et en partie sur le front de la 2^{me} armée.

La division de la Drina a capturé, entre autres, le commandant du 28^{me} régiment avec tout son Etat-Major. La retraite de l'ennemi a été précipitée devant la 1^{re} armée, ce qui nous a permis de capturer un grand nombre de prisonniers et de recueillir, sur les positions, un matériel abondant.

Sur les parties du front touchant au nôtre, l'action a été conforme au plan établi. Feu d'artillerie très fort de part et d'autre dans la région de Monastir et de Doiran. (A suivre.)

Sur le principe d'indemnité

Le point de vue serbe exposé par Rosta Stoyanovitch

délégué serbe à la Commission des réparations des dommages

(Suite et fin.)

V

Pour éclairer le problème, il faut tenir compte de la situation des belligérants à l'époque de l'armistice qui a été conclu au mois de novembre 1918.

L'Allemagne et ses alliés se trouvaient en territoire étranger. Les pays et les Etats de nos ennemis n'étaient ni envahis, ni éprouvés par la guerre. L'industrie, les voies de communication, l'agriculture, et toutes les autres branches de l'économie nationale allemande étaient presque intactes. L'usure, pendant la guerre, des moyens de transport et d'autre outillage, ne demande qu'un bref délai pour être réparée; de même que la mise en état de ces moyens de transport et de cet outillage, et leur bonne utilisation. Le cheptel allemand n'est pas aussi entamé que celui de nos amis et le nôtre, qui occupait la première place parmi les cheptels des Etats qui nourrissaient l'Allemagne et ses alliés. Même les dettes que l'Allemagne a contractées pendant la guerre ne sont pas de même nature que les nôtres; elles sont plutôt intérieures et greffées sur le dos des populations envahies qui, par les réquisitions et une exploitation barbare, privées de tous vivres et de toute richesse, entretenaient encore leurs terribles ennemis. Faut-il alors aller si loin dans les ménagements et laisser le niveau économique de l'Allemagne, sinon à une hauteur plus grande que celle d'avant-guerre, du moins plus élevée que celle des pays envahis, maltraités, pillés, saccagés et humiliés? Personne ne souhaite une solution pareille; tout le monde ici est d'accord que le rétablissement doit aller aussi loin qu'il sera nécessaire pour que, après la paix, la densité économique des pays opprimés et envahis, atteigne l'importance qu'elle avait avant la guerre, et que c'est l'Allemagne avec ses alliés qui devra payer et dédommager les pays qu'elle a mis dans une situation déplorable.

Les frais de guerre de nos alliés ont été employés, en partie, à la réparation des dommages causés par les Allemands pendant la guerre. Leur flotte marchande, détruite par les torpillages, le tonnage énorme de marchandises destinées au ravitaillement, anéanties par leurs ennemis, l'entretien des pays occupés et envahis, etc., constituent des frais qui ont été liquidés par nos amis et dont les sommes doivent être remboursées par les Allemands.

De tout notre exposé, il ressort que les réserves ont été entamées de façon différente, du fait de la guerre, chez nos alliés et chez nos ennemis. Nous ne connaissons pas encore exactement les pertes des Allemands en hommes, ni le pourcentage des naissances chez eux au cours de cette guerre; mais ayant devant les yeux la misère de tous les peuples subjugués par nos oppresseurs, dont les réserves se créaient au détriment de nos intérêts, nous pouvons en conclure qu'il est plus que probable que les conséquences de la guerre ne sont pas les mêmes chez les envahis et les envahisseurs. Il est clair que la mise en action de tous les moyens de création de revenus en Allemagne et chez nous n'est pas la même si l'on considère le temps nécessaire pour arriver à un rendement efficace et suffisant pour la vie normale. Dans le cas d'une solution non équitable des réparations, les marchés mondiaux seront rapidement surchargés de produits et de marchandises allemands. Et, dans cette lutte inégale avec nous et du fait de la loi de l'offre et de la demande, suspendue pendant la guerre et qui sera remise en jeu, l'Allemagne tirera de grands profits de la situation à notre détriment à tous.

Faut-il discuter ici encore la question du paiement, la capacité financière et économique de l'Allemagne, quand il s'agit du principe et de son application pour arriver à un équilibre stable et tolérable après la guerre? Je prétends que non. Si l'Allemagne, avec ses alliés, est incapable de couvrir tous les frais de guerre, qu'elle figure comme débitrice avec ses collaborateurs, pour toujours, dans le Livre des Dettes de la Ligue des Nations. Qu'elle tombe au niveau de la Turquie, en compagnie de laquelle elle travaillait à la création du désordre et à la ruine des nations et des Etats qui se sont dressés, dans un but légitime de défense, contre une puissance dont les ambitions et la mégalomanie se sont manifestées au mépris de toutes les lois sociales et naturelles, pour imposer leur domination par la force en s'appuyant sur une formidable organisation militaire soigneusement préparée pendant un demi-siècle. Une dette non liquidée empêchera les Allemands de renouveler leur tentative. Autrement, grisés par les victoires, et avec leur men-

talité spéciale, assoiffés de rapacités et de conquêtes, comme des symptômes le montrent déjà, ils peuvent, après s'être repliés facilement, se préparer pour un avenir prochain, à des actes plus barbares et plus cruels encore. Il est nécessaire également de faire un exemple pour les nations qui voudraient se coaliser avec l'Allemagne. La sanction que nous préconisons, qui vise les réparations et les restaurations, laissera des traces profondes et retiendra les générations à venir de s'adonner à des essais du même genre.

Les cruautés bulgares, plus de 50.000 victimes innocentes chez nous, ont été la conséquence de la même ambition, de la mégalomanie des Bulgares et de leur désir d'exterminer la race serbe.

Il appartiendra aux sous-commissions qui discuteront le mode de paiement, de rechercher tous les moyens et toutes les mesures propres à rendre aux pays dévastés tout ce qui leur a été volé et à permettre la vie économique se recommencer le plus tôt possible.

En se retirant de la Serbie, quelques jours avant l'armistice du mois de novembre, les Allemands ont systématiquement et scientifiquement détruit toutes nos voies ferrées et anéanti toutes les communications. En faisant sauter tous les ponts sur la Save et la Morava, ils ont endommagé à tel point le réseau des lignes de chemins de fer, qu'il est impossible de les remettre en état autrement qu'en démontant en Allemagne des lignes entières qui devront remplacer les nôtres délibérément détruites et non pour des raisons stratégiques. Il en est de même du bétail, du mobilier, de l'outillage en général, etc. Le système de sabotage, d'anéantissement et de dévastation des Allemands trouva chez les Bulgares les adeptes les plus assidus. Ceux-ci peuvent donc avec orgueil porter à jamais le nom de Prussiens des Balkans.

VI

Les humiliations, sous les oppresseurs, les souffrances, les maladies survenues par suite de privations ou de traitements abominables de la part des envahisseurs, une grande mortalité au cours de cette guerre, constituent les pertes irréparables. Les conséquences en seront partout une augmentation de la nervosité et le manque de main-d'œuvre, les pertes directes assignant, à elles seules, 20 millions d'hommes valides. La cherté de la vie, pour différentes causes, subsistera longtemps encore après la guerre. Une seule solution peut atténuer les conséquences déplorables et funestes de cette guerre: le nivellement des pertes, la répartition des frais de guerre de telle façon que les auteurs de ces dommages, qui se trouvent dans des conditions favorables, en tant que non envahis, soient engagés par les paiements comme débiteurs, de telle manière qu'ils soient exclus pour une période assez longue d'une lutte qui serait inégale dans le trafic mondial et qu'ils ne puissent pas nous priver des bénéfices auxquels nous donnons droit nos souffrances et notre victoire.

Les pertes de guerre d'ordre moral et psychique n'étant pas les mêmes chez nous et chez nos ennemis, quoique irréparables, auront leur répercussion sur les conséquences de la gigantesque lutte en faveur, encore, des intérêts de nos ennemis.

En tenant compte de la proportion et non seulement de la valeur absolue des dommages matériels et moraux, on peut se faire une idée de l'inégalité des ravages provoqués par cette guerre. La Serbie, avec une population de quatre millions et demi d'habitants, a vu ses pertes s'élever à 1.200.000. La France, sur quarante millions d'habitants, a eu 1.500.000 morts. Ce pays, dont le pourcentage des naissances est très faible, subira donc, par suite de la guerre, des répercussions terribles. Il faut avoir sans cesse devant les yeux les tendances des causes, dont la source est dans cette guerre et qui tentrent en jeu pour la prospérité d'un peuple, si l'on veut se faire une idée de sa différence d'état, dans lequel, après une ou deux dizaines d'années, se trouveront les nations où le déficit en vies humaines, comme conséquence la plus directe du fléau que la victoire a brisé, peut atteindre une centaine de millions.

Le but de nos discussions et de nos décisions doit être de trouver des remèdes, dont l'un est la réparation intégrale des dommages matériels. Si l'on augmente l'inégalité des conditions de développement futur des peuples et des Etats par une réparation et une restauration non intégrales, nous entrerons dans une période historique qui sera loin d'être celle de la paix durable et du régime du droit préconisé par M. Wilson.

La sanction efficace, qui servira de pre-

mière base à la Ligue des Nations, est la liquidation de toutes les questions et de tous les problèmes surgis pendant cette guerre, la création d'Etats dans leurs limites naturelles, en se basant sur le respect du principe des nationalités et la libre détermination des peuples, ainsi que la réparation intégrale de tous les dommages directs et indirects causés par la guerre imposée par nos ennemis.

Les pertes de la Serbie

Naguère, le général américain Marsh a publié les statistiques des pertes que les différents Etats belligérants auraient subies au cours de la guerre. La Serbie a été rangée par le général Marsh parmi les Etats qui ont perdu en tués ou morts à la suite de blessures, 100.000 hommes. Cependant, nous sommes en mesure de donner des statistiques correspondant mieux à la réalité et qui sont, malheureusement, bien différentes de celles du général Marsh.

Des 4.500.000 habitants que la Serbie possédait à la veille de la guerre mondiale, elle a successivement, dans ses diverses péripéties, subi les pertes suivantes:

1. Du 1er août 1914 jusqu'au mois de septembre 1915, soldats tués ou morts par suite de blessures	170.925
2. De la population civile, morts d'épidémies	350.000
3. Pendant la retraite, dans l'automne de 1915, soldats tués	150.000
4. En même temps, soldats morts de faim et d'épuisement en Albanie et à Corfou	60.000
5. Vers la fin de 1915, d'une classe de recrues et de quelques classes consécutives de jeunes gens morts de faim en Albanie par suite de l'interdiction de l'accès aux troupes serbes de Valona et de Durazzo par les autorités militaires italiennes	80.000
6. Pendant la même retraite, de la population civile, morts de faim et de froid	250.000
7. Des 200.000 prisonniers et internés, morts en Bulgarie, en Autriche et en Allemagne	130.000
8. Régulièrement exécutés (c'est-à-dire fusillés, pendus et égorgés) par les autorités bulgares, austro-magyares et allemandes	60.000
9. Pendant une seule insurrection dans les départements de Nich, Prokoubié et Leskovaç, exterminés par les Bulgares, pour la plupart des femmes et des enfants	40.000
10. Soldats tués sur le front de Salonique et morts à l'étranger	40.000
Total	1.330.925

Le rôle de la Roumanie dans la guerre

Dans l'atmosphère chaude de la Conférence de Paris où, au chaos provoqué par les aspirations nationales, s'ajoute l'esprit d'un impérialisme fougueux, le souvenir de la guerre paraît s'éteindre peu à peu. Le rôle de certains belligérants est démesurément exalté et leurs mérites augmentés de façon qu'on pourrait croire que certains événements encore présents à la mémoire de tous, sont déjà publiés.

Les représentants de la Roumanie excellent surtout dans l'art de rehausser la valeur de leur intervention, en quoi leurs amis italiens leur prêtent un appui puissant et sincère. Cependant, en feuilletant les commentaires des événements passés, nous avons trouvé le jugement d'un Italien, M. Virginio Gayda, sur le rôle de la Roumanie, qu'il n'est pas sans intérêt de reproduire.

La «Stampa», de Turin, publiait en janvier 1917 un article de son envoyé à Pétrograde, M. Virginio Gayda, que nous transmettons, d'après le «Journal de Genève», du 21 janvier 1917:

La Roumanie est entrée en guerre de sa propre initiative. Elle a décidé de l'action. Elle a surtout choisi le moment. L'Italie n'a exercé sur elle aucune pression et la Russie non plus.

A Pétrograde on ne désirait pas très vivement l'intervention roumaine. M. Sazonoff travailla avec modération, avec les autres puissances, pour la préparer. M. Sturmer, qui lui succéda, ralentit le travail et s'abstint de toute initiative. Le général Broussiloff y était décidément opposé. C'est la France qui, parmi les Alliés, était la moins liée pour une intervention roumaine. M. Briand proposa et fit les démarches les plus significatives, sans toutefois arriver jusqu'à la pression. Mais la France était plus que tous les autres intéressée à l'entreprise de Salonique, qui se déroula sous la direction d'un général français.

En réalité ce fut M. Bratiano qui, après avoir temporisé pendant plus d'une année dans les négociations avec l'Entente, précipita, à un moment donné, les décisions. Les motifs de cette décision sont l'impression produite en Roumanie par l'offensive de Broussiloff et par le débarquement des troupes italiennes à Salonique, la persuasion dans la victoire des Alliés, les nouvelles qu'on recevait à Bucarest sur un état de dépression en Bulgarie et en Hongrie.

En outre, M. Bratiano était persuadé que la Bulgarie n'aurait pas attaqué. M. Radoslavoff avait fait tout son possible pour le maintenir dans cette illusion. A plusieurs reprises il fit savoir à M. Bratiano que la Bulgarie ne songeait pas à rompre ses bons rapports avec la Roumanie, même si celle-ci attaquait l'Autriche. Les mêmes déclarations ont été faites dans une lettre autographe du prince Boris envoyée à Bucarest.

Les puissances de l'Entente n'ont jamais partagé

l'illusion balkanique de M. Bratiano. Mais elles n'avaient pas de préoccupations excessives sur le sort de la Roumanie, en raison des calculs précis qui avaient été faits quant aux forces ennemies qui se trouvaient sur l'échiquier balkanique et qui étaient disponibles pour une attaque contre la Roumanie. Malgré tout ce qu'on a écrit dans les journaux, ces forces étaient et sont encore très inférieures à celles que la Roumanie pouvait leur opposer. La Turquie a envoyé des forces minimes sur le front de la Dobroudja. Des treize divisions bulgares, deux cent mille hommes environ sont occupés devant Salonique. On calcule que sur le front du Danube, les forces d'opération des Impériaux n'ont jamais dépassé cent mille hommes. Les forces austro-allemandes commandées par Falkenhayn n'étaient pas non plus exceptionnellement imposantes. Elles s'élevaient à 90.000 bayonnettes, avec, en plus, de l'artillerie et les services auxiliaires. Sur la base de calculs mathématiques, la supériorité numérique des forces roumaines était certaine et évidente, même dans le cas d'une attaque sur les deux fronts.

Pourquoi donc la Roumanie a-t-elle été battue? Il est bon d'appeler les choses par leur nom. Certaines vérités font du mal, mais elles sont utiles si on a le courage de les considérer en face pour en tirer des enseignements.

L'armée roumaine était insuffisamment préparée. Dans presque tous les combats, les Roumains avaient des forces deux ou trois fois supérieures à celles de l'ennemi. L'enfoncement du front roumain, qui entraîna la perte de Bucarest, a été accompli par Falkenhayn avec trois divisions à trois régiments, qui avaient en face d'eux dix divisions roumaines à quatre régiments. La traversée du Danube a été accomplie par Mackensen avec seulement deux régiments et demi. Les Allemands ont fait la guerre de Roumanie avec beaucoup d'artillerie, mais aussi avec un peu de bluff.

Le correspondant conclut ainsi:

On peut affirmer que la rapide et facile victoire de Falkenhayn et de Mackensen n'a pas été le résultat d'une écrasante force allemande, mais d'une faiblesse exagérée de l'armée roumaine, faiblesse imprévue, peut-être impossible à prévoir. Et, de cela, on ne peut pas rendre les Alliés responsables. Il faudra maintenant reconstituer l'armée roumaine d'une main énergique pour en faire une force plus utile.

Un livre sur la Macédoine (1)

La question macédonienne n'existe pour ainsi dire que depuis 1913, soit depuis le traité de Bucarest de cette année-là. En 1915, les Bulgares attaquèrent la Serbie dans l'espoir de conquérir non seulement les territoires que les Serbes avaient libérés en 1912-13, mais aussi toute la partie orientale de l'ancienne Serbie. Cette entreprise de conquête a échoué définitivement et le territoire du royaume de Serbie est, à l'heure actuelle, recouvert intégralement. Mais la propagande bulgare, soutenue par l'Autriche, avait réussi à troubler l'opinion publique européenne. A un moment donné celle-ci s'est trouvée désorientée par le flot de brochures et d'écrits de propagande où l'on affirmait tantôt que la Macédoine était serbe et tantôt qu'elle était bulgare.

Le livre de M. Géorgévitch ne rentre pas dans cet ordre d'imprimés; c'est une étude sérieuse sur le caractère ethnique de la Macédoine. M. Géorgévitch, tout en étant bon Serbe, est resté dans ses recherches, sur le terrain scientifique.

M. Géorgévitch a traité le sujet surtout au point de vue historique. Son exposé comparé du royaume bulgare et du régime serbe est très clair et instructif. Après avoir parlé du rôle joué par la Macédoine dans la libération serbe du joug turc, M. Géorgévitch montre plus particulièrement l'œuvre accomplie par la propagande bulgare, depuis la création de l'Exarchat jusqu'à la bulgarisation systématique à laquelle toute une phalange d'agitateurs s'était livrée, sans scrupules et sans choix dans les moyens. Les trois derniers chapitres sont consacrés aux dialectes macédoniens et à leur comparaison avec la langue serbe, aux moeurs nationales de la Macédoine et aux traditions de la population. Et ce sont les enseignements et les conclusions qui s'en dégagent qui prouvent de façon indiscutable le caractère serbe de la Macédoine.

M. Géorgévitch n'a pas abordé du tout la côté politique du problème macédonien. Il n'est pas inutile de rappeler cependant que la diplomatie intéressée des puissances centrales, de connivence avec Ferdinand de Cobourg, avait réussi à masquer le véritable caractère de la question macédonienne, et à le présenter sous une forme favorable à ses desseins. Pour empêcher le développement de la Serbie et la réalisation de l'union sudslave, l'Autriche avait conçu un plan à la fois ingénieux et diabolique. Sachant que la première étape de l'union serbe serait la délivrance de la Macédoine de l'esclavage turc, le dégageant du petit royaume de l'étreinte austro-magyare, l'émancipation économique partielle par l'acquisition de la ligne Nich-Salonique, l'Autriche poussa les Bulgares à se mettre entre nous et la Grèce, à nous combattre et à nous entraver dans notre développement national. Et les Bulgares, si bien appelés «peuple-mercenaire», acceptèrent ce rôle avec plaisir, et le jouèrent jusqu'au bout.

Le prétexte fut bien trouvé; sous le manteau du nationalisme, une action purement propagandiste commença, dans le seul but d'arrêter les Serbes également au sud, comme les Austro-Magyars leur avaient barré la route au nord et à l'ouest. On voulait écraser l'obstacle serbe sur le chemin oriental de l'Allemagne et l'on ne recula devant aucun moyen.

La question macédonienne, faussée par les Bulgares, a joué un rôle important dans cette action. Aujourd'hui que l'Allemagne est abattue et que les Serbes, Croates et Slovènes sont réunis, la question macédonienne a perdu par conséquent son importance politique, pour redevenir ce qu'elle était avant l'instauration de la propagande bulgare, une question purement serbe. Le livre fort documenté de M. Géorgévitch pourra le prouver aux derniers bulgarophiles de bonne foi parmi les Alliés.

(1) «Macedonia». — By T. R. Géorgévitch. — London, 1918. — George Allen and Unwin Ltd.